

# LES 66 PROPOSITIONS DE HULOT ET BERGER : UN QUASI-PROGRAMME POLITIQUE

Par Rémi Barroux

05 mars 2019

**Article réservé aux abonnés du Monde**

**Logement, fiscalité, énergies... Les mesures défendues par les 19 associations, ONG et syndicats prennent souvent à contre-pied la politique du gouvernement.**



Nicolas Hulot et Laurent Berger, à Paris, le 05 mars 2019 – Le Monde »

**Intervenir dans le grand débat national, instauré par Emmanuel Macron en réponse à la crise des « gilets jaunes », être force de proposition et, au-delà, peser sur les politiques futures, « poser les bases d'un renouveau dans notre pays » ; conjuguer justice sociale et urgence climatique... Les objectifs affichés par les dix-neuf organisations qui présentent, mardi 5 mars, 66 propositions de leur « *pacte social et écologique* » sont ambitieux et prennent quasiment la forme d'un programme politique.**

L'un de ses porte-parole, Nicolas Hulot, qui préside aujourd'hui la fondation qui porte son nom, se défend de faire « *le procès du passé* », donc du gouvernement dont il fut ministre. Mais les orientations du pacte apparaissent souvent critiques avec la politique fiscale, sociale et écologique menée par Emmanuel Macron. Par exemple quand il propose de « *taxer les hauts patrimoines* » ou de « *revenir sur les coupes opérées dans les APL depuis 2017* ».

Le constat part de la crise climatique – « *les alarmes retentissent* », écrivent les organisations. A ce sujet, les appels de scientifiques, de parlementaires, d'associations se succèdent, mais la

crise des « gilets jaunes » a mis en avant une question : comment articuler les questions sociales à la transition écologique ?

**« Un modèle de société qui génère autant d'inégalités et d'injustices et met en péril la vie sur Terre (...) n'est plus un modèle, c'est un non-sens »**

« *Un modèle de société qui génère autant d'inégalités et d'injustices et met en péril la vie sur Terre de nos enfants et de nos petits-enfants (...) n'est plus un modèle, c'est un non-sens* », soulignent ces organisations, issues d'horizons très différents : défense de l'environnement et lutte climatique (Fondation Nicolas Hulot pour la nature et l'homme, Réseau Action Climat (RAC), France Nature Environnement, Humanité et biodiversité), syndicats (CFDT, CFTC et UNSA), lutte contre l'exclusion et la misère (ATD-Quart Monde, Cimade, France Terre d'asile, Fondation Abbé Pierre, Secours catholique), de l'éducation populaire (Ligue de l'enseignement, le Pacte civique, les Francas, le Mouvement associatif), des étudiants (FAGE) ou encore du secteur mutualiste, sanitaire et social (Mutualité française, UNIOPSS [Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés non lucratifs sanitaires et sociaux]).

Un grand nombre d'entre elles s'étaient retrouvées en décembre 2015 au lendemain des attentats à Paris, lors d'initiatives prises pour « *retisser le pacte républicain* », rappelle Samuel Leré, porte-parole de la FNH. En décembre 2018, en plein mouvement des « gilets jaunes », le contact est repris, et le travail de centralisation des différentes préoccupations s'est achevé, le 14 février, par une intense journée de discussion et de rédaction des 66 propositions.

**L'éventail abordé est large : accès à un « logement digne », une « nourriture saine », des « mobilités durables ».**

Et celles-ci reflètent cette diversité des signataires. L'éventail abordé est large, avec des propositions plus ou moins abouties – et rarement chiffrées. Les premières, concernant « *l'accès à un logement digne* », avec l'encadrement des loyers, la lutte contre les « *passoires énergétiques en finançant leurs rénovations* » traduisent la volonté de lier revendications sociales et exigence écologique. De même, l'accès à une « *nourriture saine et écoresponsable* » ou encore les propositions sur le développement des « *mobilités plus durables* » et la sortie « *de la dépendance aux énergies fossiles* ».

## Sujet sensible de la taxe carbone

La question de la fiscalité, que les signataires veulent « *écologique, solidaire et sociale* », est centrale dans le projet. Sur le sujet sensible de la taxe carbone, les organisations se sont accordées sur l'adoption d'« *une trajectoire de la taxe carbone compatible avec l'accord de Paris* » et le fait de « *reverser l'ensemble des recettes de la fiscalité écologique aux ménages* ».

*et au financement de la transition ». Un axe majeur du projet est de « sortir les investissements verts du déficit public dans les règles européennes ».*

Mais figurent également dans le texte des propositions pour la « *construction d'une égalité réelle entre les femmes et les hommes* », la « *lutte contre les discriminations* » ou encore le fait d'« *accueillir dignement les migrants* »... De même sont évoqués le partage du pouvoir dans les entreprises ou le droit d'expression au travail.

*« Il était important pour nous d'avoir un point de vue global, de se mobiliser avec d'autres associations sur le changement climatique dans un but de justice sociale, explique Philippe Quirion, président du RAC. On est peut-être moins précis dans certaines revendications que dans d'autres cadres de mobilisation, mais on élargit le front sans rien revoir à la baisse de nos exigences. »*

Patrick Doutreligne, président de l'Uniopss (25 000 établissements dans les secteurs sociaux, médico-sociaux et sanitaires) vante aussi ce front commun. « *Nous avons travaillé intelligemment, tout le monde faisant des concessions, en se faisant confiance et en trouvant un compromis en termes de solutions, pour un objectif à long terme* », confie-t-il. Cette coalition entend porter son message dans les conférences nationales du grand débat, les mobilisations sur le climat, « *et ce n'est qu'un début* », écrit-elle

**Rémi Barroux**